

Associations, habitants et militants unissent leurs voix pour défendre le logement social et dénoncer les démolitions.

Des Associations se sont rassemblées ce mardi 28 avril devant le siège de la Métropole Européenne de Lille (MEL) afin d'alerter les élus sur l'urgence de renforcer les moyens consacrés à la politique de l'habitat. Dans un contexte de pénurie de logements accessibles, les manifestants ont dénoncé des choix jugés incohérents, notamment la démolition de logements sociaux pourtant rénovables.

À Roubaix, la situation de la résidence des Trois Arbres cristallise les tensions. Ce programme, actuellement en rénovation, prévoit la destruction de 39 appartements. Suite à l'intervention de Florian Vertrieste, adjoint au maire de Roubaix, auprès du bailleur Vilogia, une première avancée a été obtenue : l'amicale de la Confédération Nationale du Logement (CNL) des quartiers ouest ne sera, pour l'instant, plus contrainte de quitter le local résidentiel (LCR) C2, allée des Tilleuls, qu'elle occupe à titre gracieux. Ce lieu accueille également le collectif contre les démolitions à l'Épeule, devenu un point d'appui essentiel pour les habitants mobilisés.

Dans le même temps, une réunion initialement prévue avec le bailleur a été annulée, alimentant l'inquiétude et le sentiment d'un dialogue fragilisé. Pour les associations, cette suspension temporaire ne règle rien sur le fond. Elles insistent sur la nécessité de maintenir la pression face à des projets de renouvellement urbain, notamment dans le cadre du NPNRU2, qui entraînent la suppression de logements sociaux à grande échelle.

Selon l'amicale CNL, il est incompréhensible de continuer à mobiliser des fonds publics pour détruire des logements qui pourraient être réhabilités, alors même que la demande explose. Les militants appellent donc à un changement de cap, privilégiant la rénovation plutôt que la démolition, et à une mobilisation élargie des habitants et des acteurs locaux.

À l'approche du prochain conseil métropolitain, les collectifs entendent faire entendre leur voix et peser dans le débat public, convaincus que le rapport de force sera déterminant pour préserver et développer une offre de logements sociaux adaptée aux besoins.

Pacôme PABANDJI  
Pôle communication